



**Pacte international relatif
aux droits civils et politiques
Conseil économique et social**

Distr. générale
17 novembre 2016
Français
Original : anglais

Comité des droits de l'homme

**Comité des droits économiques, sociaux
et culturels**

**Les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme :
cinquante ans après**

**Déclaration commune du Comité des droits de l'homme
et du Comité des droits économiques, sociaux et culturels**

1. Il y a cinquante ans, en décembre 1966, l'Assemblée générale adoptait les deux principaux Pactes relatifs aux droits de l'homme – le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques – qui s'inspiraient de la Déclaration universelle des droits de l'homme et complétaient la Charte internationale des droits de l'homme.
2. L'adoption de ces deux Pactes était porteuse de grands espoirs. À une époque où la pauvreté était généralisée et où de nombreux pays, en particulier ceux qui venaient d'accéder à l'indépendance, étaient encore fragiles, les Pactes étaient l'expression d'un consensus qui, associé à l'état de droit et à la démocratie, à la protection des droits de l'homme et à leur pleine réalisation, devait permettre d'édifier des sociétés meilleures, plus sûres, plus prospères, plus inclusives et plus respectueuses de la diversité, qui offriraient à chacun des conditions de vie décentes.
3. Au cours des années qui ont suivi, l'idéal des droits de l'homme a continué de guider les États, les organisations internationales et régionales, ainsi que les mouvements sociaux et les peuples du monde entier. Les résultats obtenus ne sont pas négligeables. Les Pactes sont assez précis pour établir des normes relatives aux droits de l'homme, tout en étant suffisamment généraux pour demeurer d'actualité face aux situations nouvelles et pour s'appliquer aux contextes nationaux. Leur influence sur les constitutions nationales a abouti à l'émergence d'une conception commune des droits de l'homme dans toutes les régions et a donné lieu à un apprentissage collectif par toutes les juridictions, guidées par les mêmes idéaux. Les Pactes ont joué un rôle décisif dans l'émergence d'un langage universel des droits de l'homme et ont offert un bouclier protecteur à des millions de personnes à travers le monde.
4. L'action des deux Comités a toujours eu pour objet la pleine réalisation des droits inscrits dans les Pactes, grâce à une coopération constructive avec les États parties. En offrant aux États parties une assistance et des conseils pratiques qui ont facilité la révision de lois, politiques et pratiques, les Comités ont contribué à la promotion, à la protection et à

GE.16-20365 (F) 281116 071216



* 1 6 2 0 3 6 5 *

Merci de recycler



la réalisation des droits de l'homme. Ils ont également fourni une assistance et des recours à un nombre incalculable de personnes dont les droits avaient été violés.

5. Au cours de ces cinquante dernières années, les droits de l'homme se sont progressivement hissés aux premiers rangs des priorités de l'Organisation des Nations Unies. Les participants au Sommet mondial de 2005 ont déclaré que les droits de l'homme, la paix et la sécurité internationales, et le développement durable constituaient les trois piliers du système des Nations Unies, et qu'ils étaient indissociables et se renforçaient mutuellement. Le Conseil des droits de l'homme, créé il y a dix ans de cela, s'appuie sur cette conception en élaborant des instruments relatifs aux droits de l'homme et en encourageant le respect et la mise en œuvre de ceux-ci. Les auteurs des violations les plus graves des droits de l'homme, notamment le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre, peuvent désormais être tenus responsables et traduits en justice devant les juridictions nationales et internationales, dont, depuis 2002, la Cour pénale internationale. Les institutions nationales indépendantes de défense des droits de l'homme, qui complètent le rôle joué par les organes judiciaires dans la protection, la promotion et la réalisation des droits de l'homme, sont plus nombreuses et ont une action plus percutante depuis la Conférence mondiale sur les droits de l'homme de 1993.

6. Les progrès ne se limitent pas au renforcement des institutions ; divers instruments relatifs aux droits de l'homme ont été adoptés, dont la plupart ont été ratifiés par un grand nombre d'États. Le statut des droits économiques, sociaux et culturels s'est progressivement rapproché de celui des droits civils et politiques, comme l'a réaffirmé l'adoption, le 10 décembre 2008, du Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, établissant la procédure de présentation de communications – procédure qui faisait jusqu'alors défaut. Le droit au développement est mieux défini aujourd'hui qu'il ne l'était en 1966, et l'examen de la pleine étendue des possibilités qu'il offre continue de faire l'objet d'un débat animé. L'obligation qu'ont les États de protéger les droits de l'homme dans le contexte des activités commerciales tout comme les responsabilités qui incombent aux entreprises elles-mêmes en matière de droits de l'homme ont été reconnues. En outre, les incidences extraterritoriales des instruments relatifs aux droits de l'homme sont désormais prises en considération : les États sont de plus en plus conscients du fait qu'ils ne peuvent pas commettre à l'extérieur de leurs frontières des violations qu'ils n'auraient pas le droit de commettre dans leur propre pays, et qu'ils doivent s'abstenir de prendre des mesures qui pourraient avoir des répercussions néfastes sur les droits de l'homme en dehors de leur territoire national. Ce sont là des progrès importants.

7. Toutefois, tout ne s'est pas toujours déroulé sans accroc. Des génocides ont été commis au cours de ces cinquante dernières années ; le terrorisme a donné lieu à de très graves violations des droits de l'homme ; et certaines des mesures prises pour y faire face ont mis à mal les libertés civiles. La crise économique et financière mondiale qui a commencé en 2008 a conduit les gouvernements de nombreux pays à réduire les ressources disponibles pour satisfaire les besoins fondamentaux de l'homme, au détriment de la jouissance des droits sociaux, économiques et culturels.

8. En septembre 2015, la communauté mondiale a adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui recense, sous la forme d'objectifs de développement durable, les mesures concrètes à prendre pour lutter contre la pauvreté, promouvoir le développement durable et garantir des sociétés pacifiques. Les Pactes sont indispensables pour la réalisation des objectifs de développement durable et la mise en œuvre du Programme 2030.

9. La première réunion conjointe des deux Comités, tenue le 23 juin 2016 pour célébrer le cinquantième anniversaire des Pactes, n'était pas seulement symbolique ; elle a dynamisé les échanges entre les Comités. Partageant la même vision selon laquelle tous les droits de

l'homme sont universels, indivisibles, interdépendants et indissociables, les deux Comités réunis ont mis l'accent sur les synergies entre les droits et leur protection.

10. Tous les droits exigent des voies de recours, faute de quoi ils ne sont que des mots couchés sur du papier. Tous les droits doivent être garantis, sans discrimination, que ce soit *de jure* ou *de facto*. Tous les droits imposent aux États des obligations immédiates, même si la pleine mise en œuvre de certains éléments peut prendre du temps. Tous les droits sont complémentaires – les droits civils et politiques et les droits économiques, sociaux et culturels se renforcent mutuellement – par exemple, les droits à l'alimentation ou au logement ne peuvent être pleinement protégés sans les droits à la liberté d'expression et/ou d'association, ou en l'absence de recours pour faire valoir ces droits.

11. Dans l'accomplissement de leur mandat, les membres du Comité des droits de l'homme et du Comité des droits économiques, sociaux et culturels continueront de défendre les idéaux de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui sont aussi pertinents aujourd'hui qu'ils l'étaient il y a cinquante ans, lorsque les deux Pactes ont été adoptés. Dans leurs efforts, les membres des deux Comités peuvent compter sur l'appui constant du processus de renforcement et d'amélioration du fonctionnement de l'ensemble des organes conventionnels des droits de l'homme, mis en place par l'Assemblée générale. Les membres des deux Comités sont également déterminés à développer encore leur coopération en vue de contribuer à la pleine mise en œuvre des deux Pactes.
